

MAQUETTE PROPOSÉE PAR LA MISSION D'INFORMATION

I.- BUDGET GÉNÉRAL

Action extérieure de l'État	Action de la France en Europe et dans le monde	Rayonnement culturel et scientifique	Français à l'étranger et étrangers en France	Développement international de l'économie française			
Administration générale et territoriale de l'État	Administration territoriale	Vie politique, culturelle et associative	Soutien des politiques de l'intérieur				
Agriculture, pêches et affaires rurales	Promotion de l'agriculture et développement rural	Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés	Forêt	Soutien des politiques de l'agriculture			
Aide publique au développement	Aide économique et financière au développement	Solidarité à l'égard des pays en développement					
Culture	Patrimoines	Création	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture				
Défense	Environnement et prospective de la politique de défense	Recrutement et formation des personnels	Activités et soutien des forces				
	Armement nucléaire	Armement conventionnel	Soutien de la politique de la défense				
Développement et régulation économiques	Régulation et sécurisation des échanges de biens et services	Développement des entreprises	Passifs financiers miniers	Crédits d'impôt et dégrèvements législatifs à vocation économique (crédits évaluatifs)			
Direction de l'action du Gouvernement	Coordination du travail gouvernemental et prospective	Conseil économique et social	Réforme de l'État et relations avec les citoyens				
Mission créée →	Écologie et maîtrise des risques	Prévention des risques et lutte contre les pollutions	Gestion des milieux et biodiversité	Soutien aux politiques environnementales			
		Sécurité civile	Prévention et contrôle des risques industriels	Météorologie			
Engagements financiers de l'État	Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	Épargne	Majoration de rentes	Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales			
Enseignement scolaire	Enseignement scolaire public du premier degré	Enseignement scolaire public du second degré	Vie de l'élève	Enseignement privé du premier et du second degré	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Enseignement technique agricole	
Gestion et contrôle des finances publiques	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Juridictions financières	Soutien des politiques économiques, financières et industrielles	Remboursements et dégrèvements liés à la gestion de l'impôt (crédits évaluatifs)			
Jeunesse et sports	Sports	Jeunesse	Soutien à la politique du sport et de la jeunesse				
Justice	Justice administrative	Justice judiciaire	Administration pénitentiaire	Protection judiciaire de la jeunesse	Accès au droit et à la justice	Soutien de la politique de la justice et organismes rattachés	
Médias	Presse	Audiovisuel					
Mémoire et liens avec la nation	Liens entre la nation et son armée	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant					
Outre-mer	Emploi outre-mer	Conditions de vie outre-mer	Intégration et valorisation de l'outre-mer				
Pouvoirs publics	Présidence de la République	Assemblée nationale	Sénat	Conseil constitutionnel	Haute Cour de Justice	Cour de Justice de la République	
Mission créée →	Politique des territoires	Stratégie en matière d'équipement	Aménagement, urbanisme et ingénierie publique	Information géographique et cartographique	Tourisme	Aménagement du territoire	Interventions territoriales de l'État

Provisions	Provision relative aux rémunérations publiques		Dépenses accidentelles et imprévisibles				
Recherche et enseignement supérieur	Formations supérieures universitaires	Recherche universitaire	Vie étudiante	Recherches scientifiques pluridisciplinaires	Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources		
	Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche spatiale	Crédit d'impôt recherche (crédits évaluatifs)	Orientation et pilotage de la recherche	Recherche dans le domaine des risques et des pollutions		
	Recherche dans le domaine de l'énergie	Recherche industrielle	Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat	Recherche duale (civile et militaire)	Recherche culturelle et culture scientifique		
Régimes sociaux et de retraite	Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	Régime social des mines	Régimes de retraite de la SEITA, de l'imprimerie nationale et divers			
Relations avec les collectivités territoriales	Concours financiers aux communes et groupements de communes	Concours financiers aux départements	Concours financiers aux régions	Concours spécifiques aux collectivités territoriales			
Santé	Santé publique et prévention	Offres de soins et qualité du système de soins	Drogue et toxicomanie	Gestion et évaluation des politiques de santé			
Sécurité	Police nationale	Gendarmerie nationale					
Sécurité sanitaire	Veille et sécurité sanitaires	Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation					
Solidarité et intégration	Cohésion sociale	Accueil des étrangers et intégration	Actions en faveur des familles vulnérables	Handicap et dépendance			
	Protection maladie complémentaire	Égalité entre les hommes et les femmes	Gestion et évaluation des politiques sanitaires et sociales	Dégrèvements législatifs à vocation sociale (crédits évaluatifs)			
Mission créée →	Stratégie économique et pilotage des finances publiques	Stratégie économique et financière	Statistiques et études économiques	Pilotage des finances sociales	Charges de la dette de l'État (crédits évaluatifs)		
Transports	Soutien des politiques d'équipement	Réseau routier national	Sécurité routière	Transports terrestres et fluviaux	Passifs financiers ferroviaires	Mer	Transports aériens
Travail	Développement de l'emploi	Accès et retour à l'emploi	Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Gestion et évaluation des politiques d'emploi et de travail	Prime pour l'emploi (crédits évaluatifs)	
Ville et logement	Rénovation urbaine	Équité sociale et territoriale et soutien	Soutien à la construction et à l'amélioration du logement			Politiques sociales du logement	

 Missions ministérielles

 Missions interministérielles

 Programmes créés

II.- HORS BUDGET GÉNÉRAL

Contrôle et exploitation aériens	Soutien aux prestations de l'aviation civile	Navigation aérienne	Surveillance et certification	Formation aéronautique
Journaux officiels	Fabrication	Diffusion		
Monnaies et médailles	Activités régaliennes	Activités commerciales		
Pensions	Personnels civils relevant du code des pensions	Personnels militaires relevant du code des pensions	Ouvriers des établissements industriels de l'État	
Participations financières de l'État	Participations financières de l'État			
Cinéma et audiovisuel	Industries cinématographiques	Industries audiovisuelles		
Soutien aux médias *	Financement de l'audiovisuel public	Modernisation de la presse	Soutien à l'expression radiophonique locale	
Courses et élevage	Fonds commun de l'élevage et des courses			
Accords monétaires internationaux	Accords monétaires internationaux (art. 24 de la LOLF)			
Prêts à des États étrangers	Prêts à des États étrangers	Consolidation de la dette envers la France	Prêts à l'Agence française du développement	
Avances aux collectivités territoriales	Diverses avances aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics		Avances sur impôts des collectivités territoriales	
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics		Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics		
Avances à des particuliers ou associations		Avances à des particuliers ou associations		

Programmes à créer par scission d'un programme prévu par le Gouvernement

Budgets annexes

Comptes d'affectation spéciale

Comptes de concours financiers

* Mission interministérielle

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Maquette proposée par la Mission d'information

Action extérieure de l'État	<i>Action de la France en Europe et dans le monde</i> <ul style="list-style-type: none">• Coordonner l'action diplomatique et politique de la France• Réseau à l'étranger hors Europe• Action européenne• Réguler la mondialisation à travers les instances multilatérales• Veiller et assurer la sécurité internationale• Développer la coopération militaire et de défense• Fonctions support	<i>Rayonnement culturel et scientifique</i> <ul style="list-style-type: none">• Animation du réseau• Promouvoir l'usage de la langue française et la diversité culturelle• Renforcer les échanges scientifiques et universitaires	<i>Français à l'étranger et étrangers en France</i> <ul style="list-style-type: none">• Garantir aux Français de l'étranger un service public de qualité• Service public d'enseignement scolaire à l'étranger• Maîtriser les flux migratoires
------------------------------------	---	---	---

- identification, au sein du programme « Action de la France en Europe et dans le monde », du réseau diplomatique européen dans une action spécifique
- transformation de la mission en une mission interministérielle comprenant un programme dédié au réseau extérieur du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (*cf.* maquette du budget de ce ministère)

Aide publique au développement	<i>Solidarité à l'égard des pays en développement</i> <ul style="list-style-type: none">• Animer et coordonner l'aide au développement• Améliorer l'accès à l'éducation et à la culture• Enseignement supérieur et recherche au service du développement• Lutter pour le développement humain et l'éradication de la pauvreté• Participer aux débats sur les enjeux globaux et aux dispositifs multilatéraux d'aide publique au développement• Protéger les populations touchées par les crises (y compris aide alimentaire inscrite au budget de l'agriculture)
---------------------------------------	--

- transfert des crédits d'aide alimentaire inscrits au budget de l'agriculture vers le budget des affaires étrangères

AGRICULTURE, ALIMENTATION, PÊCHE ET AFFAIRES RURALES

Maquette proposée par la Mission d'information

<p style="text-align: center;">Agriculture, pêche et affaires rurales</p>	<p><i>Promotion de l'agriculture et développement rural</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement rural et aménagement hydraulique (hors aide alimentaire) • Appui au renouvellement des exploitations agricoles • Modernisation des exploitations et maîtrise des pollutions • Mesures agro-environnementales et territoriales • Actions sociales • Mise en œuvre (y compris moyens de l'administration centrale) 	<p><i>Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Adaptation des filières à l'évolution des marchés • Gestion des aléas de production • Promotion des produits et du modèle agro-alimentaire français • Gestion durable des pêches maritimes et de l'aquaculture • Mise en œuvre (y compris moyens de l'administration centrale) 	<p><i>Forêt</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement économique de la filière forêt – bois • Gestion du patrimoine forestier public • Amélioration de la gestion et de l'organisation de la forêt privée • Prévention des risques et protection de la forêt 	<p><i>Soutien des politiques de l'agriculture</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation de l'impact des politiques publiques et information économique • Moyens des directions régionales de l'agriculture et de la forêt • Moyens des fonctions support • Évolution des compétences et dynamique territoriale
--	---	--	---	--

- scission du programme « Agriculture, pêche et territoires ruraux » (2.530 M€) en deux programmes, l'un dédié à la promotion de l'agriculture et au développement rural (1.783 M€), l'autre à la valorisation des produits et à l'orientation et à la régulation des marchés (747 M€)
- rattachement des moyens des directions opérationnelles de l'administration centrale aux programmes « de politique » (le programme « soutien » se limitant aux fonctions support)
- transfert des crédits d'aide alimentaire inscrits au budget de l'agriculture vers le budget des affaires étrangères
- rattachement des crédits en faveur de la formation des cadres syndicaux et professionnels et des syndicats d'exploitants agricoles au programme de soutien

<p style="text-align: center;">Enseignement scolaire</p>	<p>Enseignement technique agricole</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de l'enseignement dans les établissements publics • Mise en œuvre des enseignements dans les établissements privés • Aide sociale aux élèves (public et privé)
<p style="text-align: center;">Recherche et enseignement supérieur</p>	<p><i>Enseignement supérieur et recherche agricoles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Enseignement supérieur • Recherche, développement et transfert de technologie

- rattachement de l'enseignement supérieur et de la recherche agricoles à la mission « Recherche et enseignement supérieur »

Sécurité sanitaire

Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation

- Prévention des risques sanitaires et phytosanitaires
- Lutte contre les maladies animales et protection des animaux
- Prévention et gestion des risques sanitaires liés aux denrées alimentaires
- Acquisition et mobilisation des moyens scientifiques et techniques pour maîtriser les risques sanitaires
- Mise en œuvre de la politique de sécurité et de qualité sanitaire de l'alimentation
- Mise en œuvre des politiques pour le compte du ministère de l'environnement et du développement durable
- **Élimination des farines et des co-produits animaux**

– rattachement de l'élimination des farines et des co-produits animaux à la mission « Sécurité sanitaire »

Courses et élevage

Fonds commun de l'élevage et des courses

Actions non communiquées

– étudier les possibilités de supprimer le compte d'affectation spéciale

 *Missions ministérielles*

 *Missions interministérielles*

 *Comptes d'affectation spéciale*

 *Programmes créés*

CULTURE ET COMMUNICATION

Maquette proposée par la Mission d'information

Culture	<p><i>Patrimoines</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Patrimoine monumental et archéologique • Architecture • Patrimoine des musées de France • Patrimoine archivistique et célébrations nationales • Patrimoine écrit et documentaire • Patrimoine cinématographique • Patrimoine linguistique • Acquisition et enrichissement des collections publiques 	<p><i>Création</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien à la création, à la production et à la diffusion du spectacle vivant • Soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts plastiques • Soutien à la création, à la production, à la diffusion et à la valorisation du livre et de la lecture • Économie des professions et des industries culturelles 	<p><i>Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle • Soutien à l'éducation artistique • Soutien aux établissements d'enseignement spécialisé • Actions spécifiques en faveur des publics • Actions spécifiques en faveur de l'aménagement du territoire • Action culturelle internationale • Fonctions supports communes aux trois programmes
----------------	--	--	---

Médias	<p><i>Audiovisuel</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aides au secteur public audiovisuel • Conseil supérieur de l'audiovisuel
---------------	--

– transfert des crédits du CSA de la mission « Premier ministre » vers la mission « Médias » et inscription de ces crédits sur le programme « Audiovisuel » rattaché au ministère de la culture et de la communication

Recherche et enseignement supérieur	<p><i>Recherche culturelle et culture scientifique</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche en faveur des patrimoines • Recherche en faveur de la création • Opérateurs de la culture scientifique et technique • Recherche transversale et pilotage du programme
--	---

Cinéma et audiovisuel	<p><i>Industries cinématographiques</i></p> <p>Actions à déterminer</p>	<p><i>Industries audiovisuelles</i></p> <p>Actions à déterminer</p>
------------------------------	---	---

– scission du programme unique en deux programmes (cinéma d'une part, audiovisuel d'autre part)

Soutien aux médias *	<p><i>Financement de l'audiovisuel public</i></p> <p>Actions à déterminer</p>	<p><i>Soutien à l'expression radiophonique locale</i></p> <p>Actions à déterminer</p>
-----------------------------	---	---

* Mission interministérielle

Missions ministérielles

Missions interministérielles

Comptes d'affectation spéciale

Programmes créés

DÉFENSE – ANCIENS COMBATTANTS

Maquette proposée par la Mission d'information

Défense	<p><i>Environnement et prospective de la politique de défense</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à l'analyse stratégique, à l'élaboration des dispositions régulant les relations internationales et à leur contrôle • Piloter la prospective des systèmes de forces • Rechercher et exploiter les renseignements intéressant la sécurité de la France • Élaborer les concepts et les doctrines • Veiller au maintien des capacités technologiques et industrielles nécessaires aux programmes futurs de la Défense • Soutenir les exportations d'armement • Contribuer à la conduite des relations internationales dans le cadre de la prévention des crises et de l'emploi des forces 	<p><i>Recrutement et formation des personnels</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourvoir la composante terrestre en personnel qualifié et motivé • Pourvoir la composante navale en personnel qualifié et motivé • Pourvoir la composante aérienne en personnel qualifié et motivé 	<p><i>Activités et soutien des forces</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Planifier et conduire les opérations (EMA) • Mener les activités <ul style="list-style-type: none"> – mener les activités de la composante terrestre – mener les activités de la composante navale – mener les activités de la composante aérienne – assurer la permanence du commandement et de la direction de la composante aérienne • Soutenir les forces <ul style="list-style-type: none"> – soutenir la composante terrestre – soutenir la composante navale – soutenir la composante aérienne – garantir la constitution et la mise en œuvre des capacités opérationnelles – assurer le soutien sanitaire nécessaire à l'emploi des forces et à la mise en œuvre des bonnes pratiques médicales dans les armées – assurer le soutien pétrolier nécessaire à l'emploi des forces – fournir des services communs d'information et de communication au meilleur rapport coût efficacité – assurer le soutien complémentaire nécessaire à l'emploi des forces • Financer les surcoûts des opérations extérieures • Financer les surcoûts des opérations intérieures
	<p><i>Soutien de la politique de défense</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer la fonction de direction • Assurer la fonction de contrôle • Assurer la fonction de gestion centrale • Mettre en œuvre la politique immobilière • Piloter les systèmes d'information et d'administration et de gestion • Piloter l'action sociale 	<p><i>Armement nucléaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Équiper la composante balistique (marine) • Équiper la composante aérobie (armée de l'air) • Équiper en moyens de transmission (interarmées) • Équiper en moyens de simulation (interarmées) 	<p><i>Armement conventionnel</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Équiper la composante terrestre <ul style="list-style-type: none"> – sous-actions par programme d'armement • Équiper la composante navale <ul style="list-style-type: none"> – sous-actions par programme d'armement • Équiper la composante aérienne <ul style="list-style-type: none"> – sous-actions par programme d'armement • Équiper la composante interarmées <ul style="list-style-type: none"> – sous-actions par programme d'armement

- identification du recrutement et de la formation des personnels dans un programme spécifique (1.044,1 M€)
- maintien des activités et du soutien des forces dans un programme unique, mais réorganisation des actions et des sous-actions de manière à renforcer la gestion « interarmées »
- scission du programme « Préparation et conduite des programmes d'armement » en deux programmes : armement nucléaire et armement conventionnel ; identification des 40 programmes d'armement au niveau des sous-actions
- budgétisation initiale des OPEX sans création d'un programme spécifique

Mémoire et liens avec la nation	<i>Liens entre la nation et son armée</i> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre la JAPD • Mettre en œuvre la politique de mémoire • Promouvoir et valoriser le patrimoine culturel • Assurer la communication 	<i>Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</i> <ul style="list-style-type: none"> • Administrer la dette viagère • Gérer les droits liés aux pensions militaires d'invalidité • Assurer la solidarité • Entretien des lieux de mémoire
--	--	--

Sécurité	<i>Gendarmerie nationale</i> <ul style="list-style-type: none"> • Ordre public et protection de la souveraineté • Sécurité et paix publiques • Sécurité routière • Police des étrangers et sûreté des transports internationaux • Police judiciaire et concours à la justice • Commandement, formation et logistique • Opérations extérieures
-----------------	---

- rattachement du programme « Gendarmerie nationale » à la mission « Sécurité »
- harmonisation de la nomenclature des actions avec celle prévue pour le programme « Police nationale »
- transfert au programme « Gendarmerie nationale » des crédits (notamment immobiliers) de la gendarmerie inscrits sur la programme « Soutien de la politique de défense »

Recherche et enseignement supérieur	<i>Recherche duale (civile et militaire)</i> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche duale en sciences du vivant • Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication • Recherche duale dans le domaine aérospatial • Autres recherches et développements technologiques duaux
--	--

Missions ministérielles

Missions interministérielles

Programmes créés

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maquette proposée par la Mission d'information

Écologie et maîtrise des risques	<i>Prévention des risques et lutte contre les pollutions</i> <ul style="list-style-type: none">• Prévention des risques technologiques et des pollutions• Prévention des risques naturels• Protection contre les inondations• Maîtrise des effets des produits et des déchets sur l'environnement et la santé• Lutte contre les pollutions de l'eau et des milieux aquatiques• Lutte contre le changement climatique	<i>Gestion des milieux et biodiversité</i> <ul style="list-style-type: none">• Préservation du bon état écologique de l'eau et des milieux aquatiques• Protection et préservation de la qualité du milieu marin• Développement du réseau des espaces réglementés au titre de la nature et des paysages• Incitation à la gestion durable du patrimoine naturel	<i>Soutien aux politiques environnementales</i> <ul style="list-style-type: none">• Développement durable• Données environnementales• Action internationale• Qualité de la réglementation et police de l'environnement• Management et support• Accueil, information et communication• Commission nationale du débat public
---	---	--	---

– transformation de la mission « Écologie et développement durable » en une mission interministérielle comprenant, outre les trois programmes du ministère de l'écologie et du développement durable, le programme « Sécurité civile » (ministère de l'intérieur), le programme « Météorologie » (ministère de l'équipement et des transports) et un programme « Prévention des risques industriels » (ministère de l'économie, des finances et de l'industrie)

– décomposition plus fine des actions du programme de soutien

Recherche et enseignement supérieur	<i>Recherche dans le domaine des risques et des pollutions :</i> <ul style="list-style-type: none">• Recherche sur l'évaluation et la prévention des risques technologiques et des pollutions• Recherche sur l'évaluation et la prévention des risques sanitaires environnementaux• Recherche sur l'évaluation et la prévention des risques sanitaires alimentaires• Recherche sur l'évaluation et la prévention des risques nucléaires• Recherche et développement dans le domaine de la maîtrise de l'énergie• Pilotage et animation du programme
--	--

ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE – CHARGES COMMUNES

Maquette proposée par la Mission d'information

Stratégie économique et pilotage des finances publiques	<p><i>Stratégie économique et financière</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Études, prévisions et analyses préparant la décision publique • Élaboration de la législation fiscale • Politique des finances publiques et réforme budgétaire • Financement de l'État et de l'économie • Construction économique de l'Europe et gouvernance économique • État-major, médiation et support • Expertises, audits, évaluation et contrôle 	<p><i>Statistiques et études économiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Infrastructure statistique • Information sur les entreprises et synthèses économiques • Information démographique et sociale • Formation et recherche 	<p><i>Charges de la dette de l'État (crédits évaluatifs)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dette négociable • Dette non négociable • Charges résultant de la gestion de la dette
--	--	---	--

- création d'une mission interministérielle dédiée à la stratégie économique et au pilotage des finances publiques comprenant :
 - s'agissant du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : les fonctions stratégiques, l'INSEE et la charge de la dette
 - s'agissant du ministère de la santé et de la protection sociale : les fonctions de pilotage et d'expertise des finances sociales
- rattachement des fonctions d'état-major et des moyens d'expertise au programme « Stratégie économique et financière »

Développement et régulation économiques	<p><i>Régulation et sécurisation des échanges de biens et services</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Régulation concurrentielle des marchés • Protection économique du consommateur • Lutte contre la fraude aux aides communautaires • Maîtrise et régulation des flux de marchandises • Protection de l'espace national et européen • Sécurité du consommateur • Mise en œuvre indépendante du droit de la concurrence • Régulation et contrôle des marchés de l'énergie • Régulation des télécommunications 	<p><i>Développement des entreprises</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Politique de l'énergie et des matières premières • Développement des PME, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales • Environnement et compétitivité des entreprises industrielles • Développement des télécommunications, des postes et de la société de l'information (hors aide au transport de la presse par la Poste) • Enseignement • Accompagnement des mutations industrielles • Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection 	<p><i>Passifs financiers miniers</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion de l'après-mines • Indemnisation liée aux sinistres de l'après-mines • Travaux de sécurité dans les mines et expropriations sur les sites miniers • Prestations à certains retraités des mines 	<p><i>Crédits d'impôt et dégrèvements législatifs à vocation économique</i></p> <p>(crédits évaluatifs)</p> <p>Actions à déterminer</p>
--	--	---	--	---

- extraction des crédits relatifs à la maîtrise des risques industriels (*cf. infra* mission interministérielle créée à cet effet)
- rattachement des autorités de régulation au programme de régulation, intitulé « Régulation et sécurisation des échanges de biens et services »
- rattachement (par la création d'un programme spécifique) à la mission « Développement et régulation économiques » des dégrèvements d'impôts créés dans un but de développement économique
- transfert des aides au transport de la presse par la Poste du budget de l'économie, des finances et de l'industrie vers celui des services du Premier ministre (mission « Médias »)

<p>Gestion et contrôle des finances publiques</p>	<p><i>Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fiscalité des grandes entreprises • Fiscalité des PME • Fiscalité des particuliers et fiscalité directe locale • Lutte contre la fraude fiscale • Fiscalité des marchandises et des moyens de transport • Gestion financière de l'État hors fiscalité • Gestion des pensions • Gestion financière du secteur public local hors fiscalité • Gestion des fonds déposés 	<p><i>Juridictions financières</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle externe et indépendant des comptes et des systèmes d'information comptable • Contrôle externe et indépendant de la régularité et l'efficacité de la gestion ainsi que du bon emploi des fonds publics ou assimilés • Expertise économique et financière à la disposition des pouvoirs publics • Soutien aux activités de contrôle et de gestion des juridictions financières 	<p><i>Soutien des politiques économiques, financières et industrielles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des ressources humaines et autres politiques transversales • Promotion de l'action du ministère • Contribution au respect du droit et à la sécurité juridique 	<p>Remboursements et dégrèvements liés à la gestion de l'impôt</p> <p>(crédits évaluatifs)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dégrèvements d'office, erreurs, décisions de justice • Dégrèvements gracieux • Admissions en non valeur • Remboursements de trop perçus et restitutions • Remises sur majoration
--	--	---	--	---

- rattachement (par la création d'un programme spécifique) des remboursements et dégrèvements liés à la gestion de l'impôt à la mission « Gestion et contrôle des finances publiques »
- création d'une action dédiée à la lutte contre la fraude fiscale

<p>Engagements financiers de l'État</p>	<p><i>Appels en garantie de l'État</i> (crédits évaluatifs)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au développement des collectivités, établissements publics et services autonomes • Financement de la construction immobilière • Financement de l'agriculture • Financement des entreprises industrielles • Développement de l'économie française • Développement international de l'économie française • Garantie de l'aide économique et financière au développement 	<p>Épargne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Épargne logement <p>(support de la présentation des dépenses fiscales en faveur de l'épargne)</p>	<p><i>Majoration de rentes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Majoration des rentes en préparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur • Participation de l'État aux majorations de rentes viagères 	<p><i>Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Prestations et versements obligatoires relatifs au personnel en activité : versements à la Caisse nationale d'allocations familiales <p>(à disparaître)</p>
--	---	--	---	---

- suppression du programme « Remboursements et dégrèvements » (62.563,2 M€) et ventilation, en fonction des finalités poursuivies, des crédits de ce programme entre les missions concernées
- transformation du programme « Primes d'épargne » en un programme « Épargne », destiné à être le support de la présentation des dépenses fiscales en faveur de l'épargne

Pouvoirs publics	<i>Présidence de la République</i> • Présidence de la République	<i>Assemblée nationale</i> • Assemblée nationale	<i>Sénat</i> • Sénat	<i>Conseil constitutionnel</i> • Conseil constitutionnel	<i>Haute Cour de Justice</i> • Haute Cour de Justice	<i>Cour de Justice de la République</i> • Cour de Justice de la République
-------------------------	---	---	-------------------------	---	---	---

Provisions	<i>Provision relative aux rémunérations publiques</i> • Provision relative aux rémunérations publiques	<i>Dépenses accidentelles et imprévisibles</i> • Dépenses accidentelles et imprévisibles
-------------------	---	---

Écologie et maîtrise des risques	<i>Prévention et contrôle des risques industriels</i> • Prévention des nuisances et des risques industriels • Contrôles techniques de sécurité et de métrologie
---	---

– création d’un programme dédié à la prévention et au contrôle des risques industriels, et rattachement de ce programme à une mission interministérielle « Écologie et maîtrise des risques » incluant les trois programmes du ministère de l’écologie et du développement durable, le programme « Météorologie » du ministère de l’équipement et des transports et le programme « Sécurité civile » du ministère de l’intérieur

Action extérieure de l’État	<i>Développement international de l’économie française</i> Actions à déterminer
------------------------------------	--

– création d’un programme dédié au réseau unifié du ministère de l’économie et des finances oeuvrant pour le développement international de l’économie (246,8 M€), et rattachement de ce programme à la mission « Action extérieure de l’État » qui devient ainsi interministérielle

Aide publique au développement	<i>Aide économique et financière au développement</i> • Financement des aides bilatérale et multilatérale au développement • Traitement de la dette des pays pauvres ou à revenu intermédiaire • Responsabilité particulière de la France à l’égard de la stabilité économique et financière de l’Afrique
---------------------------------------	--

Recherche et enseignement supérieur	<i>Recherche dans le domaine de l’énergie</i> • Compétitivité, sécurité et développement de l’énergie nucléaire • Compétitivité et développement du secteur des hydrocarbures et de ses infrastructures, diversification des réserves	<i>Recherche industrielle</i> • Soutien de la recherche industrielle stratégique, soutien et diffusion de l’innovation technologique	<i>Crédit d’impôt recherche</i> (crédits évaluatifs) Actions à déterminer
--	---	---	---

– création d’un programme dédié aux remboursements versés au titre du crédit d’impôt recherche, et rattachement de ce programme à la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur »

Travail	<i>Prime pour l'emploi</i> (crédits évaluatifs) Actions à déterminer
----------------	--

– rattachement (par la création d'un programme spécifique) à la mission « Travail » des remboursements d'impôt versés au titre de la prime pour l'emploi

Solidarité et intégration	<i>Dégrèvements législatifs à vocation sociale</i> (crédits évaluatifs) Actions à déterminer
----------------------------------	--

– rattachement (par la création d'un programme spécifique) à la mission « Solidarité et intégration » des remboursements et dégrèvements d'impôts créés dans un but social

Régimes sociaux et de retraite	<i>Régime social des mines</i> <ul style="list-style-type: none"> • Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines 	<i>Régimes de retraite de la SEITA, de l'Imprimerie nationale et divers</i> <ul style="list-style-type: none"> • Régime de retraite de la SEITA • Caisse des retraites de l'Imprimerie nationale • Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer • Régime de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'État • Versements obligatoires relatifs au personnel en activité, versement au fonds national d'aide au logement
---------------------------------------	---	---

Monnaies et médailles	<i>Activités régaliennes</i> Actions à déterminer	<i>Activités commerciales</i> Actions à déterminer
------------------------------	--	---

– création au sein du budget annexe de deux programmes, le premier dédié aux activités régaliennes et le second aux activités commerciales

Pensions	<i>Personnels civils relevant du code des pensions</i> Actions à déterminer	<i>Personnels militaires relevant du code des pensions</i> Actions à déterminer	<i>Ouvriers des établissements industriels de l'État</i> Actions à déterminer
-----------------	--	--	--

Participations financières de l'État	<i>Participations financières de l'État</i> Actions à déterminer
---	---

Accords monétaires internationaux	<i>Relations avec les banques centrales liées à la France par un accord international</i> <ul style="list-style-type: none"> • Relations avec les banques centrales liées à la France par un accord international (compte doté de crédits évaluatifs en vertu de l'article 24 de la LOLF)
--	--

Prêts à des États étrangers	<i>Prêts à des États étrangers</i> <ul style="list-style-type: none"> • Prêts destinés à faciliter l'achat de biens d'équipement, de petits équipements, produits semi-finis et matières premières d'origine française • Prêts à des États étrangers contribuant au financement de leurs plans de développement économique, culturel ou social 	<i>Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France</i> <ul style="list-style-type: none"> • Prêts résultant de l'exécution d'accords conclus avec les gouvernements étrangers et portant consolidation des dettes de leur pays envers la France 	<i>Prêts à l'Agence française du développement économique et social (AFD) en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers</i> <ul style="list-style-type: none"> • Prêts accordés à l'AFD pour des opérations de développement économique et social dans des États étrangers
------------------------------------	--	--	--

<p>Avances aux collectivités territoriales</p>	<p><i>Avances aux départements sur le produit différentiel de la taxe sur les véhicules à moteur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avances aux départements sur le produit différentiel de la taxe sur les véhicules à moteur 	<p><i>Avances aux collectivités et établissements publics, territoires, établissements et États d'outre-mer</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avances de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932 et de l'article L.2236-1 du code général des collectivités territoriales • Avances de l'article 14 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946 et de l'article L.2236-2 du code général des collectivités territoriales • Avances de l'article 34 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 (avances spéciales sur recettes budgétaires) • Avances à la Nouvelle-Calédonie (fisc. Nickel) 	<p><i>Avances sur le montant des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Actions par catégorie de collectivité ou par impôt
---	---	--	---

– introduction, au sein du troisième programme, d'une nomenclature d'actions soit par catégorie de collectivité, soit par impôt

<p>Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics</p>	<p><i>Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avances aux budgets annexes • Avances à l'agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole au titre des besoins temporaires de préfinancement des dépenses communautaires • Avances à la Caisse de la dette publique • Avances aux autres établissements publics nationaux et services autonomes de l'État • Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte • Avances aux organismes sociaux
---	---

– identification, au niveau des actions, de la Caisse de la dette publique et des organismes sociaux

<p>Avances à des particuliers ou associations</p>	<p><i>Avances à des particuliers ou associations</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avances aux fonctionnaires de l'État pour l'acquisition de moyens de transport • Avances aux agents de l'État pour l'amélioration de l'habitat • Avances aux associations participant à des tâches d'intérêt général • Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement
--	--

 Missions ministérielles

 Missions interministérielles

 Budgets annexes

 Comptes d'affectation spéciale

 Comptes de concours financiers

 Programmes créés

ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

Maquette proposée par la Mission d'information

Transports	<p><i>Réseau routier national</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement des infrastructures routières • Entretien et exploitation • Politique technique nationale et internationale 	<p><i>Sécurité routière</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Observation, prospective et réglementation • Démarches interministérielles et communication • Éducation routière • Gestion du trafic et information des usagers 	<p><i>Transports terrestres et fluviaux</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures de transports collectifs et ferroviaires • Régulation et contrôle des services de transports terrestres • Sécurité dans les transports terrestres • Infrastructures fluviales et portuaires • Régulation et contrôle des services de transports fluviaux • Inspection du travail des transports 	<p><i>Passifs financiers ferroviaires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Désendettement de RFF • Désendettement de la SNCF
	<p><i>Mer</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Régulation, sécurité et sûreté maritimes • Gens de mer et enseignement maritime • Activités littorales et maritimes • Action interministérielle de la mer 	<p><i>Transports aériens</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Intervention pour l'aménagement du territoire et des aéroports (à ventiler) • Développement, coordination et réglementation • Régulation économique • Stratégie et développement de l'aviation civile • Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires 		<p><i>Soutien des politiques d'équipement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Programmation économique et financière • Pilotage juridique • Politique et gestion mobilières et immobilières • Politique des ressources humaines, des métiers et des compétences • Gestion des systèmes d'information et des réseaux • Gestion opérationnelle des ressources humaines • Communication et documentation

- rattachement du programme « Soutien des politiques d'équipement » (élargi à la politique des ressources humaines, des métiers et des compétences) à la mission « Transports »
- rattachement de la gestion du trafic et de l'information des usagers au programme « Sécurité routière »
- regroupement dans un même programme des transports terrestres et fluviaux (aménagement des ports inclus), les transports maritimes restant un programme spécifique intitulé « Mer »
- rattachement de la régulation maritime au programme « Mer »
- ventilation plus fine (en actions) du « FIATA budgétisé »
- changement d'intitulé du programme « Routes », rebaptisé « Réseau routier national »

Politique des territoires	<i>Stratégie en matière d'équipement</i> <ul style="list-style-type: none"> • Stratégie, observation, évaluation et prospective • Action européenne et internationale • Pilotage du réseau scientifique et technique • Inspection des services 	<i>Aménagement, urbanisme et ingénierie publique</i> <ul style="list-style-type: none"> • Urbanisme, planification et aménagement • Appui technique de proximité aux collectivités territoriales et tiers • Appui technique au ministère de l'écologie • Appui technique aux autres ministères 	<i>Information géographique et cartographique</i> <ul style="list-style-type: none"> • Production de l'information géographique • Recherche dans le domaine de l'information géographique 	<i>Tourisme</i> <ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'image touristique de la France et de ses savoir-faire • Économie du tourisme • Accès aux vacances
----------------------------------	---	--	---	--

- remplacement de la mission « Logement, aménagement et tourisme » par une mission interministérielle « Politiques des territoires » comprenant :
- s'agissant du ministère de l'équipement : les programmes « Stratégie en matière d'équipement » (élargi aux corps d'inspection), « Aménagement, urbanisme et ingénierie publique », « Information géographique et cartographique » et « Tourisme »
 - s'agissant des crédits rattachés au Premier ministre : le programme « Aménagement du territoire » (DATAR) et le programme des interventions territoriales de l'État (PITE)

Ville et logement	<i>Soutien à la construction et à l'amélioration du logement</i> <ul style="list-style-type: none"> • Développement et amélioration de l'offre de logement en zones urbaines • Développement et amélioration de l'offre de logement en zones rurales • Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction 	<i>Politique sociale du logement</i> <ul style="list-style-type: none"> • Aides personnelles au logement (à ventiler) • Accession à la propriété • Droit au logement
--------------------------	--	--

- scission du programme « Logement » (7.384,3 M€) en deux programmes, l'un dédié à la construction et à l'amélioration du logement (1.956,6 M€), l'autre aux aides sociales au logement (5.427,7 M€)
- rattachement de ces programmes à une mission comprenant en outre les programmes de la section « ville »
- distinction au sein du développement et amélioration de l'offre de logement entre zones urbaines et zones rurales, par la création de deux actions séparées
- ventilation plus fine des aides personnelles au logement
- identification, au niveau des actions, de l'accession à la propriété
- unification de la subvention à l'ANRU, par transfert des crédits « logement » bénéficiant aux zones urbaines sensibles vers le programme « Rénovation urbaine » (cf. maquette de la section « ville et rénovation urbaine »)

Écologie et maîtrise des risques	<i>Météorologie</i> <ul style="list-style-type: none"> • Observation et prévision météorologiques • Recherche dans le domaine météorologique
---	--

- rattachement du programme « Météorologie » à une mission interministérielle « Écologie et maîtrise des risques »

Recherche et enseignement supérieur	<i>Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat</i> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche et développement dans le domaine du génie civil et de l'aménagement • Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile • Recherche et développement dans le domaine des transports • Recherche et développement dans le domaine de l'urbanisme et du logement
--	--

Régimes sociaux et de retraite	<i>Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres</i> <ul style="list-style-type: none"> • Régimes sociaux des transports terrestres • Régime de retraite SNCF 	<i>Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins</i> <ul style="list-style-type: none"> • Régimes de retraite des marins • Régimes de sécurité sociale des marins
---------------------------------------	--	---

– distinction, au niveau des actions, entre les régimes de retraite et les régimes de sécurité sociale des marins

Contrôle et exploitation aériens	<i>Soutien aux prestations de l'aviation civile</i> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux prestations de l'aviation civile (à ventiler) 	<i>Navigation aérienne</i> <ul style="list-style-type: none"> • Navigation aérienne (à ventiler) 	<i>Surveillance et certification</i> <ul style="list-style-type: none"> • Surveillance et certification (à ventiler) 	<i>Formation aéronautique</i> <ul style="list-style-type: none"> • Formation aéronautique (à ventiler)
---	--	--	--	--

– introduction, pour chaque programme du budget annexe, d'une nomenclature en actions

Missions ministérielles

Missions interministérielles

Budgets annexes

Programmes créés

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Maquette proposée par la Mission d'information

<p>Relations avec les collectivités territoriales</p>	<p><i>Concours financiers aux communes et groupements de communes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux projets des communes et groupements de communes • Dotation générale de décentralisation (intégralité) 	<p><i>Concours financiers aux départements</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aides à l'équipement des départements • Dotation générale de décentralisation (intégralité) 	<p><i>Concours financiers aux régions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aides à l'équipement des régions • Dotation générale de décentralisation (intégralité) 	<p><i>Concours spécifiques aux collectivités territoriales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aides exceptionnelles aux collectivités territoriales • Participation de l'Union européenne à des projets cofinancés • Administration des relations avec les collectivités territoriales
--	---	--	--	---

- élargissement de la mission à la DGD « culture » et à la DGD « formation professionnelle »
- identification, au niveau des sous-actions des actions « DGD », des compétences transférées aux collectivités locales

<p>Administration générale et territoriale</p>	<p><i>Administration territoriale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité des personnes et des biens • Garantie de l'identité et de la nationalité, délivrance de titres • Contrôle de légalité et conseil aux collectivités territoriales • Pilotage territorial des politiques gouvernementales • Animation du réseau des préfetures 	<p><i>Vie politique, culturelle et associative</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Financement des partis • Remboursement des frais de campagne électorale • Organisation des élections • Cultes • Vie associative • Support • Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques 	<p><i>Soutien des politiques de l'intérieur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • État-major • Expertise, audit, prévision, études • Système d'information et de communication • Fonction support GRH • Affaires financières et immobilières • Conseil juridique et traitement du contentieux • Élaboration et gestion de la norme juridique
---	---	---	--

- mise en conformité de l'intitulé de la mission à son contenu (« administration générale et territoriale » au lieu de « politique territoriale »)
- rattachement des remboursements de frais de campagne électorale et des crédits relatifs à l'organisation des élections au programme « Vie politique, culturelle et associative »
- distinction, au niveau des actions du programme « Vie politique, culturelle et associative », entre le support et la vie associative

Écologie et maîtrise des risques	<i>Sécurité civile</i> <ul style="list-style-type: none">• Participation de l'État à la lutte contre les feux de forêts• Interventions spécialisées sur les autres catastrophes naturelles et technologiques• Secours à personne par hélicoptère• Neutralisation des engins explosifs• Préparation et gestion des crises• Coordination des acteurs de la sécurité civile• Soutien des services
---	--

– rattachement de la sécurité civile à une mission interministérielle « Écologie et maîtrise des risques », incluant les trois programmes du ministère de l'écologie et du développement durable, un programme « Prévention des risques industriels » du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et le programme « Météorologie » du ministère de l'équipement et des transports (en conséquence, suppression de la mission mono-programme « Protection des populations »)

Sécurité	<i>Police nationale</i> <ul style="list-style-type: none">• Ordre public et protection de la souveraineté• Sécurité et paix publiques• Sécurité routière• Police des étrangers et sûreté des transports internationaux• Police judiciaire et concours à la justice• Commandement, formation et logistique
-----------------	--

– transformation de la mission ministérielle « Sécurité » en une mission interministérielle comprenant la police et la gendarmerie nationales

 Missions ministérielles

 Missions interministérielles

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

Maquette proposée par la Mission d'information

Enseignement scolaire	<i>Enseignement scolaire public du premier degré</i>	<i>Enseignement scolaire public du second degré</i>	<i>Enseignement privé du premier et du second degré</i>	<i>Vie de l'élève</i>	<i>Soutien de la politique de l'éducation nationale</i>
	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement pré-élémentaire • Enseignement élémentaire • Besoins éducatifs particuliers • Recrutement, formation et personnels en situations diverses • Remplacement • Pilotage et encadrement pédagogique 	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement en collège • Enseignement général et technologique en lycée • Enseignement professionnel en lycée • Enseignement post-baccalauréat • Besoins éducatifs particuliers • Mission générale d'insertion • Certification • Formation continue des adultes • Recrutement, formation des personnels d'éducation et d'orientation, personnels en situations diverses • Remplacement • Pilotage et encadrement pédagogique 	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement pré-élémentaire • Enseignement élémentaire • Enseignement en collège • Enseignement général et technologique en lycée • Enseignement professionnel en lycée • Enseignement post-baccalauréat • Dispositifs spécifiques de scolarisation • Actions sociales en faveur des élèves • Fonctionnement des établissements • Recrutement, formation initiale et continue des enseignants • Remplacement • Action support 	<ul style="list-style-type: none"> • Actions sociales en faveur des élèves • Vie de l'élève au collège et au lycée • Information et orientation 	<ul style="list-style-type: none"> • Pilotage et mise en œuvre des politiques éducatives • Évaluation et contrôle • Communication • Expertise juridique • Action internationale • Politique des ressources humaines • Établissements d'appui de la politique éducative • Logistique, système d'information, immobilier • Transports scolaires

– création d'un programme dédié à la vie de l'élève (5.579,9 M€)

Recherche et enseignement supérieur	<p>Formations supérieures universitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence • Formation initiale et continue de niveau maîtrise • Formation initiale et continue de niveau doctorat • Établissements d'enseignement privés et consulaires • Bibliothèques • Immobilier • Pilotage et animation du programme 	<p>Recherche universitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Production, transfert et valorisation des connaissances en SDV • Production, transfert et valorisation des connaissances en STICM • Production, transfert et valorisation des connaissances en PCSPI • Production, transfert et valorisation des connaissances en STUE • Production, transfert et valorisation des connaissances en SHS • Production, transfert et valorisation des connaissances par des actions interdisciplinaires et transversales • Diffusion des connaissances <ul style="list-style-type: none"> – musées – diffusion des savoirs • Appui et administration de la recherche <ul style="list-style-type: none"> – immobilier – fonctionnement 		<p>Vie étudiante</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aides directes (dont bourses de mobilité) • Aides indirectes • Aides médicales et socio-éducatives • Pilotage et animation du programme
	<p>Recherches scientifiques pluridisciplinaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Production, transfert et valorisation des connaissances en sciences de la vie • Production, transfert et valorisation des connaissances en mathématiques et sciences et techniques de l'information et de la communication • Production, transfert et valorisation des connaissances en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur • Production, transfert et valorisation des connaissances en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement • Production, transfert et valorisation des connaissances en sciences de l'homme et de la société • Production, transfert et valorisation des connaissances par des actions interdisciplinaires et transversales • Information scientifique et technique • Moyens généraux et d'appui à la recherche 	<p>Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche sur les ressources et les milieux naturels • Recherche sur les systèmes de production associés (agriculture, industries alimentaires, pêche ...) • Recherche sur les systèmes socio-économiques associés • Information scientifique et technique • Moyens généraux et d'appui à la recherche 	<p>Recherche spatiale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement de la technologie spatiale au service de la science • Développement de la technologie spatiale au service de la recherche environnementale • Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication • Maîtrise de l'accès à l'espace • Maîtrise de l'innovation technologique • Moyens généraux et d'appui à la recherche 	<p>Orientation et pilotage de la recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> • Actions incitatives • Formations à et par la recherche (allocataires, CIFRE, CORTECHS, post-docs) • Évaluation des productions et des opérateurs • Pilotage et animation du programme et de la mission

– séparation, dans deux programmes spécifiques, des formations supérieures universitaires (6.263,9 M€) et de la recherche universitaire (1.924,6 M€), en répartissant, de manière transitoire et conventionnelle, les crédits de rémunération des enseignants-chercheurs par moitié

Jeunesse et sports

Jeunesse

- Actions en faveur de la jeunesse (**y compris les personnels techniques et pédagogiques « jeunesse et vie associative»**)
- Actions en faveur de la vie associative (**y compris les personnels techniques et pédagogiques « jeunesse et vie associative»**)
- Établissements d'appui
- Communication, évaluation
- **Pilotage (administration centrale)**

- rattachement des personnels techniques et pédagogiques « jeunesse et vie associative » au programme « Jeunesse »
- rattachement des moyens de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative au programme « Jeunesse »

 *Missions ministérielles*

 *Missions interministérielles*

 *Programmes créés*

JUSTICE

Maquette proposée par la Mission d'information

<p style="text-align: center;">Justice</p>	<p><i>Justice administrative</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fonction juridictionnelle : Conseil d'État • Fonction juridictionnelle : cours administratives d'appel • Fonction juridictionnelle : tribunaux administratifs • Fonction consultative • Fonction études, expertise et services rendus aux administrations de l'État et collectivités • Soutien 	<p><i>Justice judiciaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement et jugement des contentieux civils • Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales • Cassation • Enregistrement des décisions judiciaires • Soutien • Formation (ENM, ENG) 	<p><i>Administration pénitentiaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice • Accueil des personnes en détention • Accompagnement et réinsertion des personnes placées sous main de justice • Soutien • Formation (ENAP) 	<p><i>Protection judiciaire de la jeunesse</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre des mesures judiciaires : mineurs délinquants • Mise en œuvre des mesures judiciaires : mineurs en danger et jeunes majeurs • Soutien • Formation (CNFE) 	<p><i>Accès au droit et à la justice</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aide juridictionnelle • Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité • Aide aux victimes 	<p><i>Soutien de la politique de la justice et organismes rattachés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • État-major : ministres, cabinets, bureau du cabinet, communication • Activité normative • Évaluation, contrôle, études et recherche • Gestion administrative commune • Commission nationale informatique et libertés • Haut Conseil au commissariat aux comptes • Ordres de la Légion d'honneur et de la Libération
---	---	--	--	--	---	---

– distinction, au niveau des actions, entre les fonctions juridictionnelles des cours administratives d'appel et celles des tribunaux administratifs

OUTRE-MER

Maquette proposée par la Mission d'information

Outre-mer	<i>Emploi outre-mer</i> <ul style="list-style-type: none">• Abaissement du coût du travail et dialogue social• Mesures d'insertion et aides directes à l'emploi	<i>Conditions de vie outre-mer</i> <ul style="list-style-type: none">• Amélioration des conditions de logement• Aménagement et désenclavement des territoires• Actions sanitaires et sociales• Protection sociale (y compris subventions aux régimes de protection sociale)• Actions culturelles	<i>Intégration et valorisation de l'outre-mer</i> <ul style="list-style-type: none">• Coopération régionale• Collectivités territoriales• Soutien
------------------	--	---	---

– transfert des subventions aux régimes de protection sociale du budget de la solidarité vers celui de l'outre-mer

 Missions ministérielles

SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Maquette proposée par la Mission d'information

Stratégie économique et pilotage des finances publiques	Pilotage des finances sociales <ul style="list-style-type: none"> • Pilotage de la sécurité sociale • Statistiques, études, recherche et évaluation
--	--

– rattachement, à travers la création d'un programme spécifique, des moyens de pilotage des finances sociales à une mission interministérielle « Stratégie économique et pilotage des finances publiques » (cf. maquette de la section « économie, finances et industrie »)

Solidarité et intégration	Cohésion sociale <ul style="list-style-type: none"> • Prévention de l'exclusion • Actions en faveur des plus vulnérables • Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion • Rapatriés • Soutien (administration centrale) 	Accueil des étrangers et intégration <ul style="list-style-type: none"> • Participation à la régulation des migrations • Prise en charge sociale des demandeurs d'asile • Intégration • Aide médicale de l'État • Moyens du programme • Soutien (administration centrale) 	Égalité entre les hommes et les femmes <ul style="list-style-type: none"> • Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision • Égalité professionnelle • Égalité en droit et en dignité • Articulation des temps de vie • Moyens du programme égalité entre les hommes et les femmes 	Gestion et évaluation des politiques sanitaires et sociales <ul style="list-style-type: none"> • Soutien du programme Cohésion sociale (services déconcentrés) • Soutien du programme Handicap et dépendance (services déconcentrés) • Soutien du programme Accueil des étrangers et intégration (services déconcentrés) • Soutien du programme Familles vulnérables (services déconcentrés) • Soutien du programme Accès aux soins (services déconcentrés) • Coopération internationale • Moyens des fonctions support pour la mission Solidarité et intégration • Diverses dépenses d'action sociale (hors outre-mer)
	Handicap et dépendance <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées • Travail protégé • Incitation à l'activité professionnelle • Ressources d'existence • Compensation des conséquences du handicap • Personnes âgées • Pilotage du programme 	Actions en faveur des familles vulnérables <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement des familles dans leur rôle de parents • Soutien en faveur des familles monoparentales • Protection des enfants et des familles 	Protection maladie complémentaire <ul style="list-style-type: none"> • Couverture maladie universelle complémentaire • Soutien (administration centrale) 	

- rattachement des moyens des directions « opérationnelles » de l'administration centrale aux programmes « de politique »
- regroupement de l'exclusion sociale et des crédits en faveur des rapatriés dans un programme « Cohésion sociale »
- création, au sein du programme « Handicap et dépendance », d'une action « Incitation à l'activité professionnelle » dans la perspective de la réforme de l'AAH
- transfert des subventions aux régimes de protection sociale d'outre-mer vers le budget de l'outre-mer

<p style="text-align: center;">Santé</p>	<p><i>Santé publique et prévention</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Actions nationales sur les déterminants de santé • Actions nationales de prévention des pathologies • Autres actions nationales de prévention • Actions régionales spécifiques • Fonction support (y compris administration centrale) 	<p><i>Offre de soins et qualité du système de soins</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau et qualité de l'offre de soins • Accessibilité de l'offre de soins • Fonctionnement • Soutien (administration centrale) 	<p><i>Drogue et toxicomanie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordination interministérielle des volets préventif, sanitaire et répressif • Expérimentation de nouveaux dispositifs partenariaux de prévention, de prise en charge et d'application de la loi • Coopération internationale • Moyens du programme Drogue et toxicomanie 	<p><i>Gestion et évaluation des politiques de santé</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Moyens du programme Santé publique et prévention (services déconcentrés) • Moyens du programme Offres de soins et qualité du système de soins (services déconcentrés) • Personnels des corps techniques affectés aux programmes de la mission
---	---	--	---	---

- rattachement des moyens des directions « opérationnelles » de l'administration centrale aux programmes « de politique »
- rattachement des moyens de la MILDT au programme « Drogue et toxicomanie »

<p style="text-align: center;">Sécurité sanitaire</p>	<p><i>Veille et sécurité sanitaires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Veille, surveillance et alerte • Gestion des urgences, des situations exceptionnelles et des crises • Production et mise en œuvre d'actions, règles et procédures permettant de réduire les risques • Information et formation • Soutien
--	---

- rattachement des moyens « support » oeuvrant pour la veille et la sécurité sanitaires

 Missions ministérielles

 Missions interministérielles

 Programmes créés

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Maquette proposée par la Mission d'information

Direction de l'action du Gouvernement	<p><i>Coordination du travail gouvernemental et prospective</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordination du travail gouvernemental (SGG, SIG, SGCI, SGDN) • Coordination de la sécurité et de la défense (dont CCSDN) • Commissariat général au Plan • Prospective (CAE, COR, IRIS, IFRI) • Support (DSAF) 	<p><i>Conseil économique et social</i></p> <p>Actions à déterminer</p>	<p><i>Réforme de l'État et relations avec les citoyens</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation initiale (ENA, IRA) et continue • Action sociale interministérielle • Insertion des handicapés • Informations administratives (DF, CIRA, CADA) • Médiateur de la République • CNDS • CNCIS • Réforme de l'État • Support (DGAFP)
--	--	--	---

- transformation de la mission « Premier ministre » en une mission « Direction de l'action du Gouvernement »
- distinction, sous la forme de deux programmes, entre d'une part les crédits relevant de la coordination du travail gouvernemental et de la prospective, et d'autre part ceux relatifs à la réforme de l'État et aux relations avec les citoyens
- rattachement des crédits du Conseil économique et social à la mission « Direction de l'action du Gouvernement » (en conséquence suppression de la mission mono-programme prévue pour le CES)
- transfert des crédits du CSA au programme « Audiovisuel » de la mission « Médias » (*cf.* maquette du budget de la culture et de la communication)

Politique des territoires	<p><i>Aménagement du territoire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Actions à déterminer 	<p><i>Interventions territoriales de l'Etat</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Actions à déterminer
----------------------------------	--	--

- rattachement des crédits de la DATAR et du PITE à une mission interministérielle « Politique des territoires »

Médias	<p><i>Presse</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Abonnement de l'État à l'AFP • Aide au transport de la presse par la Poste • Réglementation et contrôle (DDM) • Aides à la presse
---------------	---

- transfert des crédits de la DDM de la mission « Premier ministre » vers la mission « Médias » (programme « Presse »)
- transfert des aides au transport de la presse par la Poste du budget de l'économie, des finances et de l'industrie vers celui du Premier ministre (mission « Médias »)

Journaux officiels	<i>Fabrication</i>	<i>Diffusion</i>
	Actions à déterminer	Actions à déterminer

– création au sein du budget annexe de deux programmes, le premier dédié aux activités de fabrication et le second aux activités de diffusion

Soutien aux médias	<i>Modernisation de la presse</i>
	• Actions à déterminer

 *Missions ministérielles*

 *Missions interministérielles*

 *Budgets annexes*

 *Comptes d'affectation spéciale*

 *Programmes créés*

* *Mission interministérielle*

SPORTS

Maquette proposée par la Mission d'information

Jeunesse et sports	<i>Sports</i> <ul style="list-style-type: none">• Promotion de la dimension éducative et sociale du sport (dont personnels techniques et pédagogiques « Sports »)• Développement du sport de haut niveau (dont personnels techniques et pédagogiques « Sports »)• Promotion et protection de la santé par le sport et pour les sportifs• Développement de l'emploi sportif, formation et insertion• Pilotage (administration centrale)	<i>Soutien à la politique du sport et de la jeunesse</i> <ul style="list-style-type: none">• Support (administration centrale)• Support des services déconcentrés et établissements
---------------------------	---	---

- modification des intitulés des actions du programme « Sports »
- transfert des personnels techniques et pédagogiques « Sports » du programme de soutien vers le programme « Sports », en fonction de clés de répartition par activité
- rattachement des moyens de la direction des sports au programme « Sports »

 Missions ministérielles

TRAVAIL

Maquette proposée par la Mission d'information

Travail	<i>Développement de l'emploi</i>	<i>Accès et retour à l'emploi</i>	<i>Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</i>	<i>Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>	<i>Gestion et évaluation des politiques de l'emploi et de travail</i>
	<ul style="list-style-type: none"> • Allègement de cotisations sociales • Promotion de l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en relation entre offres et demandes d'emploi • Indemnisation de personnes au chômage et contrôle de la recherche d'emploi • Aides à l'emploi marchand • Aides à l'emploi non marchand • Parcours individualisés vers l'emploi • Insertion des publics fragiles 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à la professionnalisation des actifs • Amélioration de la qualification des actifs et développement de la validation des acquis de l'expérience • Prévention et accompagnement des mutations économiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Santé et sécurité au travail • Qualité et effectivité du droit • Dialogue social et démocratie sociale • Lutte contre le travail illégal 	<ul style="list-style-type: none"> • Crédits de personnel participant au programme « développement de l'emploi » • Crédits de personnel participant au programme « accès et retour à l'emploi » • Crédits de personnel participant au programme « accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques » • Fonctions support • Études et statistiques

- transformation de la mission en une mission interministérielle comprenant les remboursements d'impôt octroyés au titre de la prime pour l'emploi (*cf.* maquette du budget de l'économie, des finances et de l'industrie)
- identification des moyens consacrés à la lutte contre le travail illégal dans une action spécifique

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Maquette proposée par la Mission d'information

Ville et logement	<i>Rénovation urbaine</i>	<i>Équité sociale et territoriale et soutien</i>
	<ul style="list-style-type: none">• Rénovation urbaine (à ventiler)• Logements participant à la rénovation urbaine	<ul style="list-style-type: none">• Prévention et développement social• Revitalisation économique et emploi• Stratégie, ressources et évaluation• Allègements de charges sociales en zones urbaines sensibles

- transformation de la mission « Ville » en une mission interministérielle comprenant les crédits du logement (*cf.* maquette de la section « équipement, logement, transports et mer »)
- intégration, dans le programme « Équité sociale et territoriale et soutien », des allègements de charges sociales en zones urbaines sensibles (en conséquence, suppression du programme prévu pour ces allègements)
- unification de la subvention à l'ANRU, par transfert des crédits « logement » bénéficiant aux zones urbaines sensibles vers le programme « Rénovation urbaine » (*cf.* maquette de la section « équipement, logement, transports et mer »)
- décomposition de l'action « rénovation urbaine » en plusieurs actions

 Missions ministérielles